

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) mobilise les énergies à l'échelle mondiale et nationale pour offrir à tous une éducation et un apprentissage équitables et de qualité. Le présent rapport est le dernier pour le Plan stratégique 2016-2020 (Plan stratégique GPE 2020). Il donne un aperçu des évolutions survenues entre 2016 et 2020, présente les progrès par rapport au cadre de résultats du Plan stratégique GPE 2020 et décrit les activités du partenariat en 2020. L'aperçu des résultats à la page 6 montre les progrès en ce qui concerne les 37 indicateurs par rapport aux cibles fixées pour 2020, alors que le présent résumé s'attarde sur les évolutions observées.

La crise de COVID-19 a déclenché une situation d'urgence sans précédent dans le secteur de l'éducation. Dans les deux semaines qui ont suivi la déclaration de la pandémie, le GPE a annoncé de nouveaux financements destinés à aider les pays à planifier leurs ripostes dans le secteur de l'éducation et à mettre en œuvre les premières mesures urgentes. Le GPE a ensuite activé un soutien sous forme de financements accélérés d'un montant de 500 millions de dollars américains afin d'aider les pays à maintenir les apprentissages et préparer une réouverture des écoles sans risque. Un financement mondial de 25 millions de dollars a permis de renforcer les partenariats et le partage des connaissances axées sur la promotion de la continuité de l'apprentissage et la préparation aux crises futures. En raison des retards dans la communication des rapports, la plupart des données des indicateurs au niveau de l'impact et des résultats présentées dans le présent rapport ne rendent pas encore compte des effets de la pandémie.

NIVEAU DE L'IMPACT : QUALITÉ DES APPRENTISSAGES, ACCÈS ET ÉQUITÉ

Au niveau de l'impact, le Plan stratégique GPE 2020 avait pour but de s'assurer qu'un nombre plus important d'enfants, particulièrement ceux qui sont défavorisés, peuvent aller à l'école et apprendre. Pendant toute la période du Plan stratégique GPE 2020, des progrès ont été enregistrés sur l'ensemble des indicateurs d'impact. La qualité des systèmes

d'évaluation des acquis scolaires, la proportion d'enfants achevant le premier cycle de l'enseignement secondaire et l'équité dans le taux d'achèvement du premier cycle du secondaire par genre, richesse et zone de résidence (rurale ou urbaine) se sont régulièrement améliorées jusqu'à atteindre les cibles. La proportion d'enfants achevant le primaire s'est améliorée de manière constante, mais pas suffisamment rapide. Quant aux inscriptions dans le préscolaire, elles se sont raffermies après un fléchissement au départ.

Des résultats d'apprentissage meilleurs et plus équitables sont au cœur de la mission du GPE et les 775 millions de dollars au titre de financements de mise en œuvre approuvés durant la période 2016-2020 ont été consacrés à des activités visant principalement à améliorer la qualité des apprentissages. Les résultats d'apprentissage se sont améliorés dans 70 % des 27 pays partenaires disposant de données pour les périodes 2010-2015 et 2016-2019. Les scores de l'apprentissage ont, pour leur part, augmenté de 2,4 % en moyenne par an au cours des dix dernières années, bien que les données ne rendent pas encore compte des conséquences de la COVID-19. Toutefois, les progrès doivent se poursuivre dans ces domaines. Trois élèves sur cinq sont incapables de lire à la fin du primaire dans les 32 pays partenaires pour lesquels des données sont disponibles. Si l'on tient compte des enfants non scolarisés, trois enfants de 10 ans sur quatre ne savent pas lire dans les 28 pays partenaires pour lesquels des données sont disponibles. De surcroît, des disparités importantes dans les résultats d'apprentissage persistent à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre, les enfants des ménages pauvres ou des zones rurales étant plus susceptibles d'être défavorisés.

Les systèmes d'évaluation des acquis scolaires doivent absolument être solides pour améliorer tant les résultats d'apprentissage que l'équité en matière d'apprentissage, et des améliorations ont été notées à cet égard : au total, 48 % des systèmes d'évaluation des acquis scolaires répondaient aux normes de qualité en 2020, contre 40 % en 2015. Dans l'ensemble, ces améliorations sont intervenues entre 2015 et 2018, mais les progrès ont continué depuis lors dans les pays partenaires touchés par la fragilité et les conflits (PPFC). La proportion de financements de mise en œuvre en appui

aux systèmes d'évaluation des acquis scolaires a augmenté, passant de 67 % en 2016 à 83 % en 2020.

Pour garantir un apprentissage de qualité à tous, il est essentiel qu'un plus grand nombre d'enfants, particulièrement les plus marginalisés, puissent aller à l'école et recevoir une éducation complète. La proportion d'enfants achevant l'éducation de base s'est améliorée régulièrement pendant la période du Plan stratégique GPE 2020, d'après les données les plus récentes de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), qui datent de 2018. La proportion d'enfants achevant leur scolarité dans les pays partenaires a augmenté de 72 à 76 % dans le cycle primaire, et de 49 à 53 % au premier cycle du secondaire.

L'on parviendra à l'équité dans l'accès à l'éducation lorsque tous les enfants, quelle que soit leur condition, auront des chances égales d'aller au bout de leur scolarité. Plus de 615 millions de dollars au titre des financements de mise en œuvre approuvés au cours de la période 2016-2020 étaient destinés à des activités promouvant spécifiquement l'équité, l'égalité des genres et l'inclusion. Même si les enfants des familles nanties, les enfants vivant en milieu urbain et les garçons restent plus susceptibles en moyenne d'achever le premier cycle de l'enseignement secondaire, les disparités observées à cet égard se sont réduites pendant la mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020. En moyenne dans l'ensemble du GPE, les enfants ruraux ont 50 % de chances de terminer le premier cycle du secondaire comparé aux enfants urbains, contre 47 % en 2015, année de référence. Les enfants des familles les plus démunies ont 30 % de chances d'aller au bout du premier cycle du secondaire comparé à leurs camarades de familles plus nanties, contre 25 % à l'année de référence. Et la parité entre les genres s'est améliorée de 3 points de pourcentage depuis 2015. Seule la disparité entre milieux ruraux et urbains dans les pays partenaires touchés par la fragilité et les conflits ne s'est pas beaucoup améliorée ; en revanche, les progrès dans la parité en relation avec le genre et la richesse ont été plus importants dans les PPFC que dans l'ensemble des pays partenaires. Au total, 98 % et 83 % des financements accélérés COVID-19 ont soutenu des activités prêtant assistance aux enfants marginalisés respectivement durant la phase d'atténuation et la phase de relance.

Dans la plupart des pays partenaires, les filles ont toujours moins de chances de terminer leur scolarité, mais l'écart entre elles et les garçons se resserre lentement. Cet écart est

particulièrement prononcé dans les PPFC, mais il s'est resserré plus rapidement dans ces pays, surtout au primaire, au cours des dernières années : 61 % des PPFC se rapprochent de la parité entre les filles et les garçons à la fin du cycle primaire, contre 46 % en 2015, année de référence. En comparaison, les pays partenaires dans leur ensemble ont progressé plus modestement vers la parité en passant de 64 à 69 %. De surcroît, la grande majorité des pays partenaires dans lesquels l'accès et l'équité se sont améliorés pendant la mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020 étaient les PPFC¹. Au total, 64 % et 77 % des financements accélérés COVID-19 ont financé des activités visant spécifiquement les obstacles à l'éducation des filles respectivement durant la phase d'atténuation et la phase de relance².

Le GPE accorde une place de premier plan à l'appui qu'il apporte aux pays touchés par la fragilité et les conflits, et pondère ses allocations financières en faveur des PPFC de manière à accorder à ces pays un soutien plus important dès le départ. Entre 2016 et 2020, 78,5 % de tous les financements de mise en œuvre approuvés, soit 1,7 milliard de dollars au total, étaient destinés aux PPFC. Le GPE encourage l'inclusion des réfugiés et des enfants déplacés dans les systèmes éducatifs nationaux et collabore avec des partenaires, comme le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds Éducation sans délai, l'UNICEF et la Banque mondiale pour répondre aux besoins de ces populations. Au total, 20 % et 11 % des financements accélérés COVID-19 ont financé des activités visant spécifiquement les réfugiés et les enfants déplacés respectivement durant la phase d'atténuation et la phase de relance.

L'éducation et la protection de la petite enfance constituent un investissement indispensable pour améliorer aussi bien les résultats des enfants que l'équité, car elles réduisent l'impact des inégalités sociales sur les résultats en matière d'éducation. Le taux de scolarisation dans l'enseignement préscolaire est passé de 36 % à 41 % au cours de la période 2016-2020, le nombre de filles inscrites égalant quasiment celui des garçons. Outre les financements de mise en œuvre d'un montant de 158,2 millions de dollars consacrés durant la période examinée à l'éducation et à la protection de la petite enfance ainsi que l'assistance technique directe fournie aux pays partenaires, l'Initiative pour l'amélioration de l'apprentissage et du développement des jeunes enfants à grande échelle (BELDS) a prêté soutien à l'éducation et à

1. Sur la base de cinq indicateurs : les taux d'achèvement du primaire et du premier cycle du secondaire, la parité dans les taux d'achèvement du primaire et du premier cycle du secondaire et l'indice d'équité (des taux d'achèvement dans le premier cycle du secondaire). Sur les 61 pays partenaires formant la cohorte de départ, les pays pour lesquels des données étaient disponibles et qui ont progressé au regard des cinq indicateurs sont l'Afghanistan, les Comores, la Côte d'Ivoire, le Honduras, le Libéria, le Niger, le Soudan, le Togo et le Yémen. Sur ces neuf pays, sept figuraient dans la catégorie des PPFC.

2. Les activités visant à promouvoir plus largement l'égalité des genres se retrouvent dans les activités destinées à aider les enfants marginalisés, mentionnées plus haut.

la protection de la petite enfance à l'échelle nationale et mondiale. Plus de 66 % des financements accélérés COVID-19 ciblaient notamment l'enseignement préscolaire.

Le GPE considère que le soutien à l'inclusion des enfants handicapés dans une éducation de qualité est une priorité et fournit à cette fin des orientations, de l'assistance technique et des financements en faveur d'interventions inclusives. Durant la mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020, 45,5 millions de dollars au titre des financements de mise en œuvre ont été consacrés à l'éducation inclusive au profit des enfants handicapés. En outre, plus de 81 % des financements accélérés COVID-19 comportaient des mesures visant l'inclusion des enfants handicapés pendant la fermeture des écoles, sous forme de leçons à distance accessibles, de documents en braille, d'appareils fonctionnels et de promotion de programmes de soutien supplémentaire.

NIVEAU DES RÉSULTATS : DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS EFFICIENTS

Le renforcement des systèmes éducatifs est essentiel pour améliorer durablement l'équité et la qualité des apprentissages. Un système éducatif robuste repose sur des données précises et actualisées, qui guident l'élaboration de politiques éducatives efficaces. Il a besoin en outre de ressources humaines et financières suffisantes, utilisées rationnellement, pour une mise en œuvre efficace des politiques. Les financements de mise en œuvre approuvés entre 2016 et 2020 ont consacré 653,2 millions de dollars à des activités d'appui au renforcement des systèmes, au moyen de l'assistance technique, de subventions aux écoles, de formation des enseignants et de renforcement des systèmes de données.

L'indicateur sur le nombre d'élèves par enseignant formé dans l'enseignement primaire s'est amélioré dans tous les pays partenaires. Au total, 39 % des pays partenaires pour lesquels des données étaient disponibles comptaient moins de 40 élèves par enseignant formé en 2020, contre 25 % en 2015. Malgré ces améliorations, le nombre de pays disposant de données pour cet indicateur a baissé, passant de 55 en 2015 à 41 en 2020, soulignant ainsi la nécessité de renforcer les systèmes de données, particulièrement dans les PPF.

D'une manière générale, la communication des données à l'Institut de statistique de l'UNESCO n'a pas évolué, indiquant ainsi qu'il faut élaborer des stratégies plus efficaces pour renforcer les systèmes de données. Entre 2015 et 2020, le pourcentage de pays partenaires communiquant à l'ISU des données sur au moins dix des douze indicateurs tournait autour de 30 % la plupart des années, depuis l'année de référence.

Il a atteint 33 % en 2020, bien que plusieurs pays partenaires disposent de données au niveau national. Cependant, la communication des données à l'ISU a quelque peu progressé dans les pays consacrant une part plus importante des financements du GPE au renforcement des systèmes de données. Par exemple, le nombre moyen d'indicateurs clés pour lesquels des données sont communiquées à l'ISU est passé de sept en 2015 à neuf en 2020 dans les pays ayant consacré plus de 5 % des financements de mise en œuvre reçus aux systèmes de données. Mais il est resté à sept indicateurs dans les autres pays (ceux qui consacrent moins de 5 % aux données et les pays n'ayant pas bénéficié des financements de mise en œuvre du GPE).

Les données issues de 26 pays partenaires indiquent qu'en moyenne, 41 % de l'ensemble des dépenses d'éducation sont liés au coût des redoublements et des décrochages. Pour autant, l'efficacité s'est améliorée entre 2015 et 2019 : on a atteint le même niveau de résultats d'éducation en employant environ 1,29 % moins de ressources chaque année au cours de cette période³. Le Plan stratégique GPE 2025 portera une attention particulière à l'efficacité dans le financement national.

Le renforcement et la pérennisation des systèmes éducatifs passent par un financement national solide et les pays partenaires sollicitant des financements de mise en œuvre devaient s'engager à maintenir la part des dépenses publiques en faveur de l'éducation à 20 % ou plus de leur budget national, ou à augmenter les dépenses d'éducation pour se rapprocher de la cible des 20 %. En 2020, 68 % des pays partenaires pour lesquels des données sont disponibles ont satisfait à ces critères, contre 64 % en 2015, année de référence. Le Secrétariat a progressivement accordé un intérêt particulier au financement national au cours de la période examinée, 92 % des visites effectuées par son personnel dans les pays partenaires en 2020 étant consacrées à la question, contre 47 % en 2015.

OBJECTIFS AU NIVEAU DES PAYS : PLANIFICATION SECTORIELLE, SUIVI ET DIALOGUE SUR LES POLITIQUES ÉDUCATIVES

La qualité des plans sectoriels de l'éducation était l'une des priorités du Plan stratégique GPE 2020 et 90 % de ces plans satisfaisaient à au moins cinq des sept critères de qualité à la fin de la période, contre 58 % en 2015, année de référence. La qualité moyenne des plans endossés après mars 2020 a baissé, montrant les effets de la pandémie de COVID-19 sur la capacité des pays à préparer des plans sectoriels de l'éducation. La proportion de plans se conformant aux critères de qualité du GPE en ce qui concerne les stratégies pour un

3. Sur la base d'un modèle stochastique innovant ; plus de détails à l'encadré 3.1 du chapitre 3.

enseignement et un apprentissage de qualité, l'efficacité et l'équité a fortement progressé durant la période 2016-2018 en particulier, même si tous les indicateurs ont montré des signes d'amélioration entre 2015, l'année de référence, et 2020. Durant la période de mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020, le partenariat a alloué plus de 30,6 millions de dollars à 59 pays partenaires en appui à la préparation de plans sectoriels de l'éducation.

Les revues sectorielles conjointes sont importantes pour le suivi de la mise en œuvre des plans et la qualité de ces revues, en moyenne, s'est considérablement améliorée, quoiqu'irrégulièrement, entre 2015 et 2020 : 88 % répondaient aux normes de qualité, contre 29 % en 2015. Cependant, 15 revues sectorielles conjointes seulement ont été organisées en 2020 contre 26 en moyenne au cours des cinq années précédentes, ce qui limite quelque peu les conclusions qu'on pourrait tirer. Toujours est-il que les revues sectorielles réalisées au cours des dernières années du Plan stratégique du GPE étaient de meilleure qualité sur l'ensemble des dimensions, surtout du point de vue de leur fonction probante et d'outil d'élaboration des politiques publiques.

Le niveau d'inclusion des organisations de la société civile et des organisations d'enseignants dans les groupes locaux des partenaires de l'éducation s'est amélioré durant la période de mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020. En 2020, 66 % de pays comptaient des organisations de la société civile et des organisations d'enseignants au sein de leurs groupes d'éducation, contre 44 % en 2016, année de référence. Les organisations d'enseignants sont, en moyenne, les moins susceptibles d'être représentées, 68 % de pays les intégrant dans les groupes locaux des partenaires de l'éducation tandis que 94 % de pays y intègrent les organisations de la société civile ; quoi qu'il en soit, le niveau d'inclusion des deux groupes a régulièrement augmenté depuis l'année de référence.

OBJECTIFS AU NIVEAU MONDIAL : FINANCEMENTS ET PARTENARIAT

Le Plan stratégique GPE 2020 visait au niveau mondial à mobiliser des financements plus importants et de meilleure qualité en faveur de l'éducation et à renforcer le partenariat. Durant cette période, le GPE a approuvé 145 financements de mise en œuvre importants d'une valeur de 2,6 milliards de dollars, dont 64 % furent alloués aux PPFC. En 2020, le GPE a approuvé 104 financements de mise en œuvre majeurs d'une valeur de 1,47 milliard de dollars et a décaissé 818 millions de dollars, un niveau jamais atteint depuis la création du partenariat. Ces chiffres englobent 66 financements accélérés COVID-19 d'un montant de 467 millions de dollars, en plus des financements pour la mise en œuvre de programmes sectoriels de l'éducation ordinaires.

Les pays peuvent accéder aux ressources du fonds à effet multiplicateur en mobilisant 3 dollars d'un financement extérieur nouveau et complémentaire pour chaque dollar issu de ce fonds. Depuis son lancement en 2018 jusqu'en décembre 2020, 17 pays ont obtenu 136,6 millions de dollars de financements du fonds à effet multiplicateur, de qui devrait permettre de mobiliser 552,4 millions de dollars de cofinancement auprès de 20 partenaires de développement.

La performance globale des financements de mise en œuvre depuis l'année de référence est irrégulière, l'exécution de 81 % d'entre eux ayant été jugée en bonne voie en 2020, comparée à 80 % en 2016. Il apparaît dans les pays partenaires que la COVID-19 compromet la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de la plupart des financements. Les causes les plus courantes des retards sont liées à des risques externes indépendants du programme, comme l'instabilité politique et les grèves d'enseignants, exacerbées par la COVID-19.

La proportion de financements alignés sur les systèmes nationaux a augmenté, passant de 34 % en 2015 à 44 % en 2020, principalement après l'introduction en 2017 de la feuille de route pour l'alignement. Toutefois, la proportion de cofinancements ou de financements mis en commun à l'échelle sectorielle a légèrement reculé depuis l'année de référence, particulièrement pour les PPFC. Dans l'ensemble des pays partenaires, cette proportion était de 36 % en 2020, moins que les 40 % de 2015, mais mieux que les 31 % de 2019.

En 2020, les bailleurs de fonds ont apporté 882 millions de dollars au GPE, soit la contribution annuelle la plus élevée depuis la création du partenariat en 2002, et une augmentation de 46 % par rapport à la contribution annuelle moyenne durant la période 2016-2019. Les contributions cumulées des bailleurs de fonds non traditionnels, comme les fondations ou les pays non membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD-OCDE), ont plus que décuplé, passant de 5 millions de dollars à 51,3 millions de dollars pendant la mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020.

Globalement, les résultats du Plan stratégique GPE 2020 montrent que des progrès importants ont été faits, notamment en ce qui concerne l'accès, l'équité et l'efficacité. La planification et le suivi sectoriels, l'harmonisation des financements et d'autres éléments clés de la fourniture d'une éducation de qualité bénéficient aussi d'un éventail d'outils améliorés. Les efforts doivent cependant être redoublés pour préserver ces acquis en dépit de la pandémie de COVID-19, puis être accélérés pour pouvoir réaliser l'objectif de développement durable 4 à l'horizon 2030. Ce sera la priorité du partenariat dans les années à venir.